

18/TEC/022

ARRETE DU MAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
AVENUE ALPHONSE DAUDET

Le Maire de la commune du PONTET,

Vu la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

Vu le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18, R411.25 à R 411.28, R417.4, R 417.9, R 417.10 et R 417.12,

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie – signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel modifié du 7 juin 1977,

Vu la demande formulée Monsieur Yves SUFFREN de l'entreprise SUFFREN TP du 10 janvier 2018,

Considérant qu'en raison du déroulement des travaux de terrassement pour un branchement au réseau d'adduction d'eau potable, il y a lieu de restreindre la circulation avenue Alphonse Daudet,

Sur la proposition de Monsieur le directeur général des services de la mairie du PONTET.

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'entreprise SUFFREN TP est autorisée à effectuer des travaux de terrassement pour un branchement au réseau d'adduction d'eau potable du 26 janvier 2018 au 16 février 2018 de 7h00 à 17h00 sauf les week-ends, et ce, pour un jour seulement avenue Alphonse Daudet la circulation sera réglementée afin d'assurer la sécurité des usagers.

ARTICLE 2 : Au droit du n°46, avenue Alphonse Daudet, la circulation sera ralentie au niveau des travaux suite à un fort empiètement sur la chaussée. Le balisage de chantier sera établi sur la base de schéma 4-05, du manuel du chef de chantier -Voirie urbaine -Volume 3.

ARTICLE 3 : L'entreprise veillera à ce que le cheminement des piétons puisse être maintenu dans de bonnes conditions de sécurité.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne dispense pas des diverses obligations préalables aux travaux applicables au maître d'ouvrage (déclaration de projet de travaux–DT) ainsi qu'à l'exécutant des travaux (déclaration d'intention de commencement de travaux –DICT). L'exécutant doit conserver un exemplaire de tous les récépissés de DICT sur le chantier, et ce, pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 5 : Le stationnement des véhicules sera considéré comme gênant au droit des travaux. Les véhicules en infraction au présent arrêté, seront enlevés aux frais, risques et périls de leurs propriétaires. L'entreprise devra mettre en place la signalisation nécessaire au moins 48h00 avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 6 : La signalisation de restriction sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

- La signalisation de restriction et de protection chantier est à la charge et sous responsabilité de l'entreprise SUFFREN TP - 1, allée des Pins - ZAC LE REMOURIN - 84370 BEDARRIDES.

ARTICLE 7 : Monsieur le Maire ou son représentant pourra suspendre à tout moment le chantier si son déroulement engendre une perturbation trop importante de la circulation, si la signalisation mise en place n'est pas réglementaire ou si les règles de sécurité d'exploitation de la route ne sont pas respectées. Il pourra exiger de l'entreprise la remise en état immédiate de la chaussée pour la rendre à la libre circulation.

ARTICLE 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9: Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité du chantier.

ARTICLE 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 : Monsieur le directeur général des services de la mairie du PONTET, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie du Pontet, le responsable de la police municipale et l'entreprise SUFFREN sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notifié le 22/01/2018.

Le Maire,
qui certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire du présent acte

Publié le 22/01/2018.



Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint délégué à la sécurité publique
Joris HEBRARD

Jean-Louis COSTA